

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MAI

# Les résultats suivront-ils le nombre de listes présentées ?

*Les résultats des élections législatives du 4 mai prochain suivront-ils la logique du nombre de listes électorales présentées par chacun des partis, en sus des listes indépendantes qui ont enregistré une nette «décru» ?*

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Une perspective à moitié certaine puisque le duo FLN-RND conservera, à coup sûr, la première et la seconde places en termes de sièges à récolter comme le veut la «tradition». Mais l'interrogation concerne les autres partis, notamment les partis du triumvirat de l'allégeance, TAJ-MPA-ANR qui, malgré le jeune âge des deux premiers, et les contraintes de l'article 94 de la nouvelle loi portant régime électoral, le premier a pu essaimer l'ensemble des circonscriptions électorales, le second 48 et le troisième 38.

Il y a également le Front El Moustakbal, catalogué dans ce que son président aime à proclamer, la troisième voie qui, né en 2012, a pu présenter 50 listes électorales. Des prouesses que même le plus vieux parti de l'opposition, le FFS, n'a pu réaliser, lui qui se contente de 35 listes électorales, ou encore le PT qui présente 42 listes. Nous n'omettons pas d'évoquer le RCD qui ne participe au prochain scrutin législatif que dans 13 circonscriptions électorales et Ahd 54

avec seulement 17 listes électorales, dépassés, ainsi, par des partis néophytes comme l'Alliance El Feth (27), Fajr el Jadid (26), le Parti de la liberté et de la justice (21), le Front national pour la justice sociale (20), le parti El Karama (20), le Mouvement El Infitah (17), le Parti des jeunes (16), le Mouvement de l'entente nationale (15) et le Front de l'Algérie nouvelle (15). Nous ne devons pas omettre la mouvance verte qui, dans sa nouvelle reconfiguration, essaime presque l'ensemble des circonscriptions électorales comme c'est le cas de l'Alliance Hamas (HMS) et le Front du changement (FC) et 49 circonscriptions électorales pour l'Alliance Nahda-Adala-Bina alors que le mouvement Islah participe en solo avec 32 listes électorales.

Autant de données qui ont fait que nombre de ces chefs de partis «nouveaux» se sont aventurés à des prédictions. Du genre du «début du déclin de la classe politique classique et traditionnelle», comme le soutenait la semaine dernière le président du MPA, ou encore une «victoire à près de 71%



Photo : DR

des sièges de l'Assemblée populaire nationale, comme le prédisait, juste avant-hier, le secrétaire général de l'ANR. Ceci au moment où Amar Ghoul jure par tous les saints que son TAJ sera un «élément clé de la nouvelle équation politique du pays» et que Abderezzak Mokri prévoit que son MSP, renforcé à l'occasion par le retour au bercail de Abdelmadjid Ménasra après une infructueuse expérience en solo, arrache des sièges même à Tizi-Ouzou,...

S'agit-il de simples déclarations à mettre sur le compte d'une campagne électorale précoce avec l'engagement d'une bataille psychologique pour

faire douter les adversaires, ou d'alertes et de mises en garde quant à des «velléités de se voir substitués par d'autres» ? Les deux choses à la fois en sus, notamment pour ces partis de la cuvée 2012 et même ceux d'avant, de servir, d'une sorte de «zone de transit» pour nombre de déçus des deux partis du pouvoir. N'a-t-on pas vu, en effet, nombre de recalés du FLN et du RND, pilotes, à la toute dernière minute, les listes de ces partis que la secrétaire générale du PT n'a pas hésité à qualifier de «nébuleuses» qui participent, selon elle, à la pollution de la scène politique nationale.

M. K.

## TENANT SA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE AU SIÈGE DE LA FONDATION MATOUB

# Le RPK s'explique

*Dans leur première conférence de presse tenue dans l'après-midi de samedi dernier, à l'issue de leur réunion, au siège de la fondation Matoub, sis à Taourirt Moussa, dans la daïra de Béni Douala, les membres du bureau exécutif du RPK, Rassemblement pour la Kabylie, le nouveau parti autonomiste, se veulent rassurants en donnant plus de lisibilité à leur démarche et au concept d'autonomie prôné par leur mouvement.*

«Nous sommes un mouvement autonomiste qui s'inscrit dans la régionalisation et non pas dans le régionalisme. Il est respectueux de toutes les autres communautés de l'Algérie. Le régionalisme est une tare du pouvoir autoritaire algérien qui ne s'est construit, depuis 1962, que sur le favoritisme et le clientélisme. Sa politique d'exclusion envers la Kabylie, notamment sur les projets d'investissement publics, à laquelle il faut ajouter les pressions fiscales sur les opérateurs privés, constitue un véritable chantage pour la normalisation politique et l'assimilation identitaire», proclament-ils. Une manière d'éviter tout mauvais procès et jugement de valeur qu'un large courant d'opinion en Algérie accole depuis sa naissance au MAK de Ferhat Mhenni.

Un mouvement avec lequel les dirigeants du RPK entendent marquer leur différence. Oui pour l'autonomie et non au séparatisme, semblent-ils dire, de façon prosaïque. Un positionnement qui, bien entendu, leur a valu une volée de bois vert

et toutes sortes de noms d'oiseaux de la part du dirigeant du parti indépendantiste, Ferhat Mhenni. A ce dernier, les représentants du RPK rétorquent qu'il n'est nullement dépositaire ni n'a le monopole de la revendication d'un statut particulier pour la Kabylie. Mieux, les animateurs et dirigeants du RPK se placent dans le lignage des précurseurs de la pensée autonomiste en Algérie dont les bases ont été jetées au début des années 1990 par des élites politiques et intellectuelles venant de la mouvance berbériste, à l'instar du P' Salem Chaker, Ramdan Achab, Hacène Hirèche, pour ne citer que ces trois universitaires que beaucoup d'observateurs considèrent comme étant représentatifs du canal historique du mouvement autonomiste comptant parmi la panoplie d'offres politiques appelant à la refondation de l'Etat algérien comme antidote à la problématique identitaire qui se pose avec acuité, depuis des années, en Algérie.

«L'appel à la convention politique des autonomistes kabyles du 30/12/2016 apporte en soi des éclairages sur notre initiative politique en évoquant ses fondements politiques et sa filiation sur le plan historique (...) la création du RPK est le résultat d'une maturation d'un projet en gestation depuis la publication du Manifeste pour la reconnaissance constitutionnelle d'un statut politique particulier de la Kabylie, le 7 décembre 2014», écrivent Hamou Boumedine, coordinateur et porte-parole du RPK et ses amis qui se revendiquent de l'idéal de ces précurseurs, à savoir «les fondateurs du premier mouvement autonomiste kabyle le MKL, des fondateurs du MAK, des personnalités

connues du Printemps berbère de 1980, des blessés par balle du Printemps noir de 2001, et enfin parmi ses fondateurs, le RPK compte ceux qui ont bravé les menaces du terrorisme islamiste dans les années 1990». Et d'ajouter que leur mouvement «est autonome dans sa démarche et dans ses positions. Il n'est inféodé à aucun clan du pouvoir algérien et il ne le sera à aucun lobby étranger. Nous représentons une sensibilité qui est la nôtre mais nous défendons sans concession aucune les intérêts majeurs de la Kabylie, et si la nécessité nous le commande, nous nous interposons politiquement à toute tentative d'instrumentalisation de la Kabylie d'où qu'elle vienne», assènent-ils, dans un discours fourmillant de formules qui tout en étant allusives, mais dénuées d'ambiguïtés, sonnent comme des mises au point à leurs contradicteurs qui se sont déjà signalés, en l'occurrence les militants du courant indépendantiste du MAK. Restant toujours dans cette démarche de clarification, le RPK s'affiche comme «un mouvement démocratique qui fait de la non-violence une valeur fondamentale.

Pour nous, la Kabylie est une région de la diversité et du pluralisme où toutes les tendances ont droit à l'existence dès lors qu'elles s'inscrivent dans un cadre pacifique. Le combat identitaire de la Kabylie est un combat sans relâche qui a porté ses fruits. Il a permis à toutes les sensibilités de s'exprimer. Nous n'avons aucune prétention de représenter le peuple kabyle dans sa globalité. Les partis, à ancrage kabyle, qui se placent dans une dimension nationale sont pour nous une richesse».

Saïd Aït Mébarek

## OCTROI DES LICENCES D'IMPORTATION

# Une mesure contre-productive ?

*Le gouvernement a procédé dès hier au lancement graduel de l'opération d'octroi des licences d'importation des différents produits soumis aux quotas.*

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le ministère du Commerce a transmis aux services du Premier ministre pour publication au *Journal officiel* un premier cahier des charges précisant les nouvelles mesures en matière d'importation. Mais cette mesure est remise en cause par les experts. Notamment l'économiste Ferhat Aït Ali qui pense que l'administration sous couvert discrétionnaire n'a aucun droit de décider de qui doit importer. «Je trouve que c'est contre-productif, contraire à la liberté du commerce et anti-constitutionnel dans l'absolu, mais surtout dangereux en matière de création de monopoles de fait, sous couvert discrétionnaire l'administration n'a aucun droit de décider de qui doit importer quoi dans le pays, en dehors de l'émission de règles générales régissant le secteur et conformes aux lois en vigueur», affirme-t-il. Selon lui, des administrateurs et probablement d'autres cercles moins visibles se sont octroyé de manière «discrétionnaire» et contraire à toutes les règles de concurrence loyale», et de neutralité administrative, un pouvoir de décider de choses qui «ne relèvent pas de leurs prérogatives».

Les incidences sur le marché seront visibles dans pas longtemps, sans aucune incidence sur la balance des paiements qui en sortira éventuellement laminée par les libertés que s'accorderont les détenteurs de ces nouveaux monopoles, prévient l'économiste. «Mais le plus grave sera dans les incidences sur notre position de négociateurs de crédits ou de places de marché futurs quand viendra l'heure de négocier avec d'autres parties que les citoyens algériens et en position de demandeurs. Nous aurons à payer très cher les libertés que s'octroient nos bureaucrates avec les lois du pays, du commerce et du droit tout court», relève-t-il.

Rappelons que le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a fait savoir, samedi à Alger, que l'octroi des licences d'importation concernera les différents produits soumis au régime des quotas. Il a réaffirmé que le gouvernement n'a pas interdit et ne compte pas le faire, l'importation, ni de produits essentiels ni de luxe, il faut juste, a-t-il dit, définir les besoins pour mettre un terme au gaspillage.

M. Tebboune a mis l'accent, dans ce sens, sur l'importance de la transparence et sur le respect de la loi par l'ensemble des opérateurs et intervenants dans le domaine du commerce extérieur. Il a ajouté que le ministère du Commerce a transmis aux services du Premier ministre pour publication au *Journal officiel* un premier cahier des charges précisant les nouvelles mesures en matière d'importation. Le ministre a précisé que le quota d'importation de la banane a été fixé à 90 000 tonnes pour le premier semestre de l'année en cours.

«Nous octroierons dès le début de cette semaine des licences d'importation d'un contingent quantitatif de 90 000 tonnes de bananes pour le premier semestre et s'il y a lieu d'augmenter ce volume nous le ferons par ponction sur le quota du deuxième semestre», a déclaré M. Tebboune.

Affirmant que l'Etat encouragera les importateurs qui disposent de moyens nécessaires de stockage et de froid car ils créeront des postes de travail, M. Tebboune a indiqué que nombreux sont ces exportateurs et l'Etat ne les empêche pas d'importer à la seule condition de respecter les cahiers des charges et les quotas fixés.

Y. D.